



## LA LETTRE D'INFORMATIONS N°103

mardi 30 mars 2010

**Discours de René Souchon, Président du Conseil Régional  
– séance du 26 mars 2010 –  
Installation de la nouvelle assemblée régionale**

Mesdames, Messieurs, Cher(e)s collègues,

Je souhaite à tous les nouveaux élus, c'est-à-dire la moitié des membres du Conseil régional, la bienvenue dans cet hémicycle. Beaucoup de travail vous attend et j'espère un investissement total de chacun.

Je souhaite aussi rendre hommage à nos 24 collègues dont le mandat s'achève, soit parce qu'ils ont souhaité se retirer, soit parce que le suffrage universel ne leur a pas été favorable. J'ai également cet après midi, une pensée émue pour Pierre-Joël BONTE dont je suis le successeur par la volonté du suffrage universel et des 305.815 personnes qui nous ont accordé, dimanche, leur confiance. Je n'oublierai jamais le compagnonnage avec Pierre-Joël et l'enrichissement moral qu'il m'a apporté.

Au seuil de ce nouveau mandat qui s'ouvre pour une durée, inédite dans l'histoire de l'institution régionale, de quatre ans, je voudrais interpréter en quelques mots la volonté populaire clairement exprimée, tant au niveau local qu'à l'échelle nationale, à l'occasion du scrutin du 21 mars.

Je le ferai les yeux et le cœur tournés vers l'avenir. L'esprit détaché de l'effervescence encore récente. Certes -et je m'en suis souvent ému-, la campagne électorale n'a pas toujours placé le débat démocratique et la saine confrontation d'idées en préoccupation essentielle. Mais je n'ai aucune volonté d'égrener les comptes du passé !

La leçon majeure à tirer de cet évènement qui me vaut aujourd'hui l'honneur d'assumer, dans la continuité de nos institutions et de mon propre mandat, la mission de présider aux destinées de l'institution régionale, est là, évidente. Dimanche, le corps électoral s'est exprimé et à ce titre je voudrais remercier les 545.000 auvergnates et auvergnats qui ont réaffirmé leur croyance dans l'action politique et la démocratie.

Quelle est son expression ? Pour sentir pleinement sa signification, permettez-moi d'évoquer une célèbre sentence que Saint-Just fit devant la Convention Nationale en 1793 :

*« Les malheureux sont les puissances de la Terre. Ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent ».*

Dimanche, beaucoup, parce qu'ils se sentent négligés, ont parlé. Dimanche, le corps électoral a exprimé très clairement un vote de défiance envers un pouvoir coupable de détricoter le cadre de notre vivre-ensemble, coupable de négliger le bonheur de tous au profit de celui de quelques uns. Il a signifié son désaccord à la politique du gouvernement, et les manifestations du 23 mars qui ont suivi montrent bien que le pays légal, ne correspond plus au pays réel.

Dimanche, par le cœur et par la raison, les électeurs ont surtout exprimé un vote d'espérance envers des femmes et des hommes qui n'ont d'autre aspiration que celle de conduire, SOLIDAIREMENT, notre destin commun. Cette victoire, sans précédent à l'échelle nationale, des forces de gauche et de l'écologie, est celle d'un bilan d'engagements tenus. A tous ceux qui nous ont fait confiance je veux dire que demain comme hier, nous tiendrons nos promesses quelles que soient les difficultés !

Dimanche enfin, beaucoup d'autres aussi, trop, résignés, se sont tus.

Cette « émeute silencieuse » comme l'appelait le sociologue Bourdieu, ce silence terrible est plus déchirant, plus assourdissant que le tonnerre car, déjà, nous sentons qu'à la faveur des promesses non tenues au plus haut niveau de l'Etat, la sourde colère du peuple nourrit, inexorablement, « ce ventre fécond d'où peut sortir la bête immonde » ! Cette sourde colère, cette déception, cette amertume envers un pouvoir qui a trahi et menti.

Ce vote, important, en faveur de l'extrême droite, est une mauvaise nouvelle, une véritable gangrène pour la démocratie. Plus que jamais, la France et l'Auvergne doivent rassembler leurs forces dans la défense et le respect des valeurs de la République. J'ai répété cela pendant 2 mois à chacune de mes réunions publiques. C'est sur ce thème que je me suis engagé en politique, fils de cette République démocratique, laïque et sociale qui m'a tant apportée.

**Et c'est encore**, quarante ans plus tard, pour défendre ces valeurs de progrès **et de justice, du droit et de la solidarité, pour défendre la personne humaine, sa dignité et lui garantir les conditions de son épanouissement que je me mets, totalement**, au service de nos concitoyens.

**A tous, comme Président de tous les auvergnats, je veux dire que chaque jour, dans mon action, dans celle de la majorité que je conduirai, l'attachement que nous portons à la République et à l'Auvergne prendra le pas sur la querelle, la vaine polémique, l'intérêt particulier. A tous, je veux dire qu'aujourd'hui, il ne s'agit pas de la victoire d'un camp sur un autre, des bons sur les méchants, il ne s'agit pas de vaincre, mais de convaincre.**

**Dans le rassemblement.**

**Dans le respect.**

**Dans la vérité.**

**Dans l'écoute.**

**Dans l'action au service de tous.**

**Dans l'action au service de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité.**

**Ces valeurs, ces « trois marches du perron suprême » comme le disait si admirablement Victor Hugo, transcendées par la Laïcité qui les sous-tend et les assemble, il nous appartient de toujours les réaffirmer, et avant tout, de toujours les faire vivre.**

**Car il ne suffit pas de les inscrire à l'or fin sur le fronton de nos monuments. Il ne suffit pas de les scander pour leur donner corps. Il ne suffit pas de leur faire référence, et même révérence, sans pour autant ne pas être au clair avec les principes au nom desquels on prétend agir !**

**Il faut**

⇒ **par** notre action politique quotidienne **au service de la** transformation sociale,

⇒ **par nos justes** colères contre la résignation et la désespérance,

⇒ **par nos combats incessants** contre un ordre établi **fait de déshumanisation,**

⇒ **par notre volonté sans faille et sans exclusive** de lutter **contre toutes les formes** de discriminations et d'injustices,

⇒ **par notre envie toujours renouvelée** de porter la justice sociale et de faire primer le droit sur la force,

⇒ **par l'enthousiasme qui anime** les bâtisseurs d'avenir,

**.....Il faut que ces trois mots** liberté, égalité, fraternité **se concrétisent dans le** quotidien de nos concitoyens **qui sont, aujourd'hui, trop souvent enclins à penser qu'ils sont** les figurants d'une pièce qui se joue ailleurs !

**Sans cela, la République, le mouvement qu'elle incarne, vers un vivre ensemble fraternel dans un monde toujours plus juste et plus humain, restera une coquille vide et manquera à l'idée qu'elle se fait d'elle-même. Nous savons tous que cette République ne s'est pas faite en une fois, miraculeusement sortie de quelques gestes héroïques. Nous savons qu'elle s'est bâtie difficilement, au prix d'efforts de chaque génération, dans une tension constante** entre la résignation à l'ordre des choses et l'aspiration à un mieux être.

**Mais parce que**

⇒ **Face à la crise** économique et financière,

⇒ **Face à la** résistance aveugle des privilégiés **qui ne consentent plus à l'effort commun,**

⇒ **Face aux** blocages d'un système parvenu à son extrême usure, **un système où la rente et le nom** font des destins **alors que l'ascenseur social méritocratique reste en panne,**

**Parce que face à toutes ces injustices** la seule réponse du pouvoir **est de** demander toujours plus à ceux qui ont de moins en moins,

**..... Oui, encore une fois, dans la joie et l'espoir de ce vote clairement exprimé dimanche** en faveur de la gauche solidaire, **j'éprouve en même temps un sentiment mêlé de gravité et de responsabilité pour notre vivre-ensemble.** Une responsabilité particulière envers les laissés-pour-compte, **les réprouvés, les excommuniés d'un système qui doit s'arrêter de proclamer le credo du « travailler plus pour gagner plus »** au profit du « travailler mieux pour vivre mieux » !

**J'éprouve une responsabilité particulière pour** que les exclus du travail, de la santé, du logement, pour que les exclus de la dignité, du droit, **retrouvent espoir et confiance. Une responsabilité particulière pour que « les classes souffrantes deviennent les classes heureuses » (Hugo), pour que vive cette magnifique devise qui porte loin l'espérance humaine, qui porte l'universel comme horizon et dont la seule ambition est celle** du bonheur des hommes !

**Sur le chantier de ces valeurs** toujours neuves, **pour ces combats de chaque jour, aucun volontaire n'est et ne sera jamais de trop ! Dès aujourd'hui nous voici à pied d'œuvre. La tâche est immense, herculéenne.**

**Cependant, cher(e)s collègues, comme le disait Camus, « il est des moments de l'histoire où l'impossible devient nécessaire » !**

L'impossible, **pour l'heure, c'est de** mettre un coup d'arrêt à la mort programmée des Régions par asphyxie financière. **En effet, mes cher(e)s collègues, certains ont beaucoup promis durant les dernières semaines, mais la réalité c'est que désormais, en application de la 1<sup>ère</sup> partie de la Réforme territoriale,** nous avons perdu toute autonomie fiscale !

Personne n'augmentera plus, ni ne baissera l'impôt puisque nous n'avons plus la liberté de le voter ! **Pour le budget 2011, nous devons attendre que le Parlement et l'Etat décident la recette qui nous sera affectée. Cette contrainte scandaleuse est contraire à l'esprit de la**

loi fondamentale **et surtout, elle ne manquera pas de provoquer, comme c'est déjà le cas pour de nombreux Conseils généraux, un effet de ciseaux entre :**

- **d'une part les dépenses vitales que nous devons faire pour continuer à investir en faveur des citoyens, des territoires, de l'avenir,**  
- **et d'autres part nos recettes désormais décidées, je viens de vous l'indiquer, par le Gouvernement et le Parlement en dehors de toute maîtrise de notre Assemblée.**

**Or, mes cher(e)s collègues, si le Gouvernement ne revient pas sur les conditions budgétaires faites à nos Régions, nous devons, comme nous avons commencé à le faire, nous recentrer chaque jour un peu plus sur les domaines de compétences que la loi accorde aux régions et uniquement sur eux !**

**Il est donc vain de nous demander, comme cela a été fait abondamment durant la campagne électorale, de subventionner un Etat qui n'assume pas ses responsabilités, de financer, par exemple, les routes nationales qui sont de sa compétence et ce, en sus de ce que nous avons déjà accepté, comme le financement de l'Université, du Plan rail, des études sur le Train à grande vitesse, etc..**

**Aujourd'hui, notre Région est déjà engagée sur 232 millions d'€ au titre de compétences qui sont celles de l'Etat. Elle est allée au bout de ce qu'elle pouvait faire, dans l'intérêt général, affrontant, injustement, les vils procès. Mais aujourd'hui, et c'est aussi une des expressions du scrutin, il faut de la clarté ! Cette clarté, nous la concrétiserons en appliquant notre programme, car il correspond aux attentes de la population, validé à près de 60% des électeurs, il sera l'outil de leurs conquêtes, le garant de leurs droits.**

**Nous l'appliquerons au prix de ce recentrage sur nos strictes compétences car encore une fois, la Région, les Régions, malgré les coups qu'on leur porte, sont aujourd'hui des collectivités utiles et vitales pour le quotidien des Français ! Et pour en revenir à la mort programmée du fait régional à travers la réforme territoriale en cours de discussion au Parlement, je pense qu'une réaction est possible et nécessaire.**

**Je pense que la volonté collective, la sagesse des élus peuvent venir à bout de cette recentralisation qui va transformer nos Régions en simples annexes de l'Etat central. La France a besoin, pour sortir de la crise, pour bâtir un avenir plus prospère, de régions fortes, dynamiques, tout comme elle a besoin d'un Etat impartial et ouvert.. Un Etat qui ne se défasse pas, un Etat qui ne fasse pas les poches aux collectivités territoriales pour mieux dénoncer ensuite l'endettement et la fiscalité !**

**La Nation a besoin de dialogue et non de divisions, Elle a besoin de rassemblement et non de procès sans fondement, Elle a besoin d'un pacte démocratique ressourcé au travers d'une nouvelle étape, profonde, ambitieuse, généreuse de la décentralisation. Une étape qui aille dans le sens de l'histoire, dans le sens de celle qui a décorseté l'Etat en 1982 et fait fleurir les libertés locales.**

**Notre pays n'a pas besoin d'une régression démocratique telle qu'elle est prévue, il n'a pas envie d'une tentation néo-bonapartiste qui nie le fait local et vise à constituer, pour un pouvoir malade, un bouclier électoral qui le mette à l'abri de l'expression démocratique !**

**Car sachez qu'avec le mode de scrutin uninominal à un tour envisagé pour 2014, la gauche rassemblée aurait perdu les élections quelle vient de gagner !! Non, notre pays n'a nul besoin du pouvoir absolu d'un seul, et de ses zélés courtisans. Notre pays a besoin d'une démocratie apaisée, d'une République du respect et de la liberté.**

**C'est pourquoi les Présidents de Régions demandent tous au Gouvernement, en ce vendredi 26 mars 2010, par une déclaration solennelle, de renoncer immédiatement au projet de Réforme des collectivités locales qu'il tente de faire adopter à marche forcée au Parlement. Cet abandon est nécessaire pour répondre à la volonté commune, il est nécessaire pour que la France en sacrifiant ses Régions, ne tourne pas le dos à toutes les évolutions de l'Europe !**

**Quoi qu'il en soit, rien ne nous fera renoncer à tenir nos engagements au service d'une Auvergne plus juste, plus citoyenne, plus écologique. La révision à mi-parcours de nos Contrats de Projets Etat-Régions arrive ; nous allons en rappeler l'urgence au Préfet. Ce sera l'occasion de rappeler que nous devons d'abord financer nos compétences avant de financer celles de l'Etat.**

**Comme à l'impossible nul n'est tenu, nous irons s'il le faut, en plein accord avec l'ARF et donc avec les autres Régions, à la non-poursuite de ce contrat au-delà de la révision de 2010, ou a minima à l'abandon de certaines opérations pour lesquelles l'Etat lui-même n'est pas en mesure de tenir ses engagements contractuels.**

**Je rappelle qu'au 15 février 2010, l'Etat a engagé 25,95 % des sommes contractualisées ; la Région : 58,98 %. Chacun l'aura compris, notre volonté, notre détermination à tenir nos engagements seront totales. Le rendez-vous auquel nous avons convié les auvergnates et les auvergnats c'est celui d'une région attractive, dynamique, qui protège les citoyens, qui accompagne les territoires dans leur développement et leurs mutations.**

**Une Région qui donne plus à ceux qui ont moins pour promouvoir un développement durable au service de l'homme. Une région stratège et visionnaire qui donne à nos territoires, nos entreprises, nos services, notre ruralité un nouveau temps d'avance ! C'est un rendez-vous qui fera une Auvergne grande, parce qu'elle sera juste.**

⇒ **Assurer l'égalité des chances et surtout donner à notre jeunesse le maximum d'opportunités.**

⇒ **L'instruire, la former aux métiers de demain qui lui apporteront la sécurité de l'emploi dans des entreprises plus citoyennes et elles-mêmes modernisées et réorientées vers les secteurs de l'économie durable et verte.**

⇒ **Servir la création et le dynamisme dans les territoires.**

⇒ Agir pour le plus grand nombre,  **dans les secteurs de la santé, du logement, de l'emploi, de la vie quotidienne.**

⇒  **Refuser l'exclusion, toujours privilégier le dialogue, voilà le chemin qu'il nous faut prendre.**

**Dans les 100 prochains jours, ce chemin conduira la Région à se lancer dans des chantiers inédits qui seront précisés par un séminaire de travail de la majorité début mai. Notre première décision concernera le lancement des Assises sur l'avenir de la jeunesse auvergnate afin de mobiliser très largement nos concitoyens autour de cette grande cause régionale.**

**Elles prendront la forme d'une vaste concertation avec les jeunes, les associations, les institutions (conseils généraux, agglomérations, Etat, etc..) et devront déboucher avant la fin de l'année sur des mesures très concrètes à inscrire si possible dans le budget 2011. Dès ce printemps, je proposerai les premières mesures de mise en œuvre du « Pack Jeune adulte » et nous en débattons dans les 15 jours au sein de l'Exécutif.**

**Dès ce printemps, nous allons également engager la réflexion sur les nouveaux emplois. Un ou plusieurs forums seront ainsi organisés en association avec tous les milieux économiques et sociaux (entreprises, chambres consulaires, organismes de formation, représentants des salariés, etc...). L'objectif est de repérer rapidement tous les nouveaux emplois qui peuvent être créés grâce à notre impulsion !**

**Ce gisement identifié, il conviendra d'adapter l'appareil de formation et à ce titre, je rappelle que nous avons décidé la construction d'un nouveau lycée dans les quartiers nord de Clermont Ferrand, pour remplacer Camille Claudel. Ce nouveau lycée, si l'Education Nationale veut bien nous suivre, devra être centré sur les nouveaux métiers et notamment ceux de l'éco-activité, de façon à faciliter la conversion écologique de l'économie.**

**Le dispositif sera complété par la création d'un Fond régional « Auvergne Durable », celui-ci sera appelé à stimuler la création de nouveaux emplois et à accompagner les TPE dans leur évolution et surtout dans l'innovation. Je souhaite que ce nouveau fond soit constitué par appel à l'épargne populaire.**

**L'économie sociale et solidaire, le tourisme devront, bien sûr, continuer à jouer un rôle majeur pour générer ces nouveaux emplois et nous soutiendrons activement ces secteurs. Enfin, parce que comme le disait Thomas Jefferson « on ne résout un problème de démocratie que par plus et mieux de démocratie », parce que cette victoire ne nous exonère pas du message d'inquiétude et de souffrance qui conduit tant de citoyens à se détourner des urnes, nous lancerons également « l'initiative populaire », c'est-à-dire que nous donnerons la possibilité aux Auvergnates et aux Auvergnats de nous interpeller directement sur des sujets qui ont recueilli le soutien de 5% du corps électoral.**

**Bien sûr, d'autres chantiers seront lancés ou poursuivis dans la continuité de notre action en faveur des transports, je pense au TER à 1 € pour les déplacements domicile/travail, à condition qu'il y ait un plan de déplacement d'entreprise. Je pense à la Centrale de mobilité régionale en cours d'élaboration. Je pense au billet unique.**

**Tous les chantiers déjà engagés en faveur de l'éducation -et je fais référence notamment à la modernisation des lycées et centres de formation d'apprentis- seront poursuivis au rythme prévu. Il en sera de même en faveur de la mise en œuvre du très haut débit internet, dossier essentiel pour mettre tous nos territoires à égalité des chances.**

**Je pense aussi à l'environnement avec la création des 2 parcs naturels régionaux supplémentaires, au plan climat/énergie qui doit nous amener à réduire de 20% nos dépenses énergétiques, au plan biodiversité. Je pense encore à notre politique en faveur de la santé, du logement.**

**Mon objectif n'est pas de rappeler tous les engagements de notre programme, c'est simplement de donner les premières orientations pour les 100 jours qui viennent. Dès la rentrée de septembre, nous pourrions préciser le calendrier de nos engagements pour l'année 2011, et pour les 3 exercices budgétaires qui suivront.**

**Tous ces chantiers, nous les engagerons avec le souci de les conduire avec toujours plus d'écoute et de dialogue, de les imaginer au service de toujours plus de justice et de progrès, avec la volonté de les mettre en œuvre parce qu'ils apportent toujours plus de mieux-être et de mieux-vivre. Le chemin que nous vous proposons est un chemin d'unité et de rassemblement au service d'une Nouvelle Auvergne, citoyenne, solidaire et écologique.**

**Tenir nos engagements, redonner de l'espoir, retrouver la voie de nos valeurs communes, c'est le message que j'adresse à tous les Auvergnates et à tous les Auvergnats.**

**C'est la voix que je leur propose de prendre, pour assurer ensemble la victoire des valeurs républicaines et la victoire de l'Auvergne.**

**Je m'y engage.**

# Déclaration commune des Présidents de Région de gauche

le vendredi 26 mars 2010

Les Français ont renouvelé leur confiance aux Présidents de Région, affirmant ainsi la reconnaissance des politiques conduites depuis 2004 et leur soutien aux programmes défendus lors de la campagne. Les Français ont répondu ainsi aux attaques incessantes et indignes dont les collectivités territoriales, et notamment les Régions, ont été la cible de la part du gouvernement.

Mais les Français savent que les Régions ont rénové et développé les transports en commun laissés à l'abandon par l'Etat, que les Régions ont construit et modernisé les lycées mais également les universités pour permettre aux jeunes de se former et qu'elles se sont mobilisées pour faire face à la crise économique et sociale ainsi qu'aux défis environnementaux, notamment au travers de la promotion des énergies renouvelables et de recherche d'économies d'énergie.

Il n'y a plus que l'Etat qui semble ignorer que les collectivités locales financent 75% de l'investissement public et 45% du Plan de relance (contre 4% de la part de l'Etat) alors que le gouvernement multiplie les cadeaux et boucliers fiscaux à quelques privilégiés. Le gouvernement voulait faire de l'élection régionale un référendum sur la réforme des collectivités locales. Ce référendum, ce sont les régions qui l'ont gagné !

**Dès lors, nous, Présidents de Région, demandons au gouvernement :**

- **de renoncer *immédiatement* au projet de réforme des collectivités locales qu'il veut faire adopter à marche forcée au Parlement.** Nous demandons un vrai dialogue avec les collectivités, pour repenser leurs relations avec l'Etat, pour que les responsables politiques, nationaux ou locaux, travaillent ensemble avec pour seul souci l'intérêt général. L'arrivée en fin de droit d'un million de chômeurs nécessite une nouvelle coordination entre l'Etat et les Régions, ces dernières n'étant pas des services extérieurs de l'Etat.

- **de retirer le projet de loi du Grand Paris, que les Franciliens ont, à travers leur vote, clairement rejeté.**

- **de conditionner toute évolution institutionnelle ou statutaire dans les collectivités d'outre-mer à une demande préalable exprimée par les élus de ces territoires,**

- **d'ouvrir au plus vite dans chacune des Régions la renégociation des contrats de projets signés en 2007** pour la période (2007-2013). Aujourd'hui, la donne a changé. Les Régions sont privées d'autonomie fiscale depuis la suppression de la taxe professionnelle. Elles ne seront plus en mesure de cofinancer les projets gouvernementaux qui n'étaient pas de la compétence des Régions. Plus que jamais, les Régions doivent mobiliser leurs ressources pour assumer leurs compétences propres et secourir, avant tout, les populations et les territoires victimes de la crise économique et sociale que nous subissons. L'Etat ne peut pas simultanément poursuivre son entreprise de « casse » des Régions et leur demander de venir financer les projets qu'il ne peut plus assumer seul. Si la contractualisation devait se poursuivre, cela ne pourrait être que sur des bases renouvelées.

- **de s'engager résolument dans une nouvelle étape de la décentralisation, en donnant aux Régions, à l'image des autres pays en Europe, les moyens institutionnels et financiers de leur développement,** gage de politiques publiques au plus près des besoins des Français.

**Faute d'obtenir satisfaction, les régions dont la détermination est encore renforcée par le résultat de l'élection, n'auront d'autre choix que de remettre en cause certains de leurs engagements envers d'Etat pour consacrer leurs énergies et leurs ressources aux projets validés par le vote des français.**

Jacques Auxiette ; Jean-Paul Bachy ; Laurent Beauvais ; François Bonneau ; Jean-Paul Denanot ; Marie-Marguerite Dufay ; Claude Gewerc ; Jean-Paul Huchon ; Jean-Yves Le Drian ; Alain Le Vern ; Victorin Lurel ; Martin Malvy ; Jean-Pierre Masseret ; François Patriat ; Daniel Percheron ; Jean-Jack Queyranne ; Alain Rousset ; Ségolène Royal ; René Souchon ; Michel Vauzelle ;